

KPB - archief

Archives PCB

eigendom / propriété HISPATK-PATHISC  
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF  
DOOS 9  
Nu  
1.9.4  
PB / BP

23

3P23 - 1974



PROCES VERBAL DU B.P. DU 7/3/1974

PRESENTS: BLUME - COUSSEMENT - DEBROUMERE - DE CONINCK - DUCHATEAU -  
DUSSART - GLINEUR - RENARD - VANDEN BRANDEN - VAN GEYT

EXCUSE: DANS.

=====

- SITUATION POLITIQUE

- l'examiner en fonction de l'ampleur des luttes multiformes qui se développent sur un front extrêmement large et qui confirment la volonté ouvrière et populaire de ne pas accepter la crise comme une fatalité  
- c'est pourquoi:

1) lancer l'idée d'un rendez-vous du 19 mars pour la défense de l'ensemble du cahier revendicatif du FC syndical ( plan de relance-lutte contre la grande fraude fiscale- Initi.Ind.Publique) et pour inviter l'ensemble du mouvement ouvrier, dans les entreprises et dans les secteurs, à délibérer sur la réponse que fera la gouvernement à cette date

- souligner l'importance des 5 propositions loi du PCB

→ mettre le projet d'appel au point, lundi ou au secrétariat de mardi.

2) Préparer la Brochure de vulgarisation du document "pour un tournant démocratique"

A faire paraître après les conférences régionales afin d'en assurer la diffusion le 1er mai.

3) développer une campagne de clarification et d'explications sur les réformes de structures et l'Init.Ind.Publique. Souligner l'importance des réformes antimonopolistes et reprendre les trois secteurs clés ( cf. doc."Tournant démocratique"...)

c'est-à-dire : consortium public de l'énergie

secteur public du crédit

et prise en mains de tous les mouvements internationaux de capitaux.

Pour éviter d'éventuelles réformes "bidons" la bataille pour l'init. indus.publique doit nécessairement s'appuyer sur les luttes pour la défense de l'emploi et du niveau de vie.



Expliquer néanmoins, dans d'ailleurs la condamner l'hypothèse de certains "aménagements" des structures écon. susceptibles d'apporter des solutions temporaires et conférer ainsi une dimension nouvelle à la bataille des travailleurs, contre la crise et ses conséquences.

Sans attendre la publication de la brochure, commencer la clarification dans la presse et les revues et soumettre ces idées sur le contenu des réformes au dialogue avec les autres forces progressistes (cf. Interrég. Wallonne FGTB)

4) reprendre un plan d'organisation des débats publics, à l'initiative du Parti

5) le Bureau flamand étudiera comment développer le dialogue avec les courants progressistes, partisans de la constitution de fronts polit. larges et comment rencontrer une certaine impétience" qui se manifeste au sein de certains de ces courants - préparer notre participation au colloque du 27/4

6) le bureau wallon : - reprendra la discussion sur le rôle GPTC et la nécessité pour ce dernier de mieux s'affirmer comme une entité politique  
- envisagera comment développer et poursuivre certaines réunions de concertation

Pour le Brabant wallon : réunion lundi 11:3 entre L.VAN GEYT et Duchateau et Renard

- poursuivre la discussion au sujet de la diffusion du DR lors de grandes manifestations publiques

- préciser les responsabilités d'A.Duchateau en matière d'alliances

#### -CONGRES FEDERAUX ET CONFERENCES REGIONALES ET PROCHAIN CC.

- prendre acte des informations fournies sur les congrès du WE précédent
- pour faire le point après les congrès fédéraux et essayer de passer à une nouvelle étape de la discussion, qui serait caractérisée par la poursuite du dialogue non plus entre deux collectifs mais au sein d'un seul collectif, convoquer le prochain CC pour le 23 mars
- reporter dès lors la conférence régionale wallonne aux 12/13/avril
- présence du BP aux Congrès du WE.:



VERVIERS: U. COUSSEMENT

THUDINIE: J. BLUME

CENTRE: M. COUTEAU

pour les autres fédérations, pas de changements

- VOTE AU PARLEMENT S/RESOLUTION VU (affaire de Schaerbeek)

-L.VAN GEYT aura un entretien à ce sujet avec la rédaction RV

-POLITIQUE INTERNATIONALE:

- Journée Anti-impérialiste le 29/3

prévoir une réunion de mise au point entre section d'organisation et celle de politique étrangère

- TRENTE MILLIARDS:

- faire efforts pour "surmonter les tentatives gouvernementales de dé-compression"

- la section de polit.étrangère ( Blume et De Coninck) mettront en route les initiatives auprès des autres pays concernés

- la campagne prévue par le M.C.P. : la section de politique étrangère prendra des informations et les communiquera au secrétariat

- Dans les sous-régions, particulièrement à Charleroi- Borinage-Gand ? prendre des initiatives pour tenter de constituer des fronts larges sur opposition aux 30 Milliards dans la perspective de la Séc.et Coop.Eurp.

- " 1945-1975" 30è anniversaire de la victoire:

- comité national : attendre encore le résultat des certaines démarches...

- GREVE A VOLVO BRUXELLES

informer la fédération bruxelloise du Parti ( par section d'organis.) de la position adoptée par le syndicat Volvo Suède-



PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 17 MAI 1974

PRESENTS: BLUME - COUSSEMENT - DANS - DEBROUWERE - DE CONINCK - TURF  
DUCHATEAU - DUSSART - GLINEUR - RENARD - VANDEN BRANDEN -  
L. VAN GEYT-TERFVE

SITUATION POLITIQUE:

- Dans le cadre de la stimulation des luttes concrètes accentuer l'effort politique et idéologique pour éviter l'escalade de la polémique sectaire entre les deux branches du mouvement ouvrier ce qui risquerait d'enfermer les luttes dans une impasse.
- à cet effet porter les efforts vers-des actions en Front Commun à la base
- - des actions d'une gauche socialiste cohérente en direction Mouvement ouvrier chrétien
- prévoir dans un délai assez rapproché ( env.à 15aine) une déclaration, mise au point de notre politique d'alliances avec l'ensemble du mouvement ouvrier chrétien ( forces GPTC et autres)
- André Dans communiquera au secrétariat une note avec des propositions concernant l'index

-POLITIQUE ETRANGERE

- axe de notre optique: Rassemblement de la gauche pour isoler la droite otanienne dans l'Europe capitaliste - (prévoir certains contacts avec PCF) - être attentif à l'évolution possible de la situation
- Plan VdB : préciser notre conception d'armée de métier ainsi que nos positions de remplacement
- motion M.C.P. : au Parlement ne pas s'enfermer dans vote négatif
- préparer un " Faits et Arguments " sur cette question
- réfléchir à une Conférence Presse du groupe parlementaire notamment sur la durée du temps de service militaire
- Sécurité Européenne: partir de l'hypothèse de changements possibles en Europe capitaliste, et porter efforts sur rassemblement gauche européenne en vue d'une Europe des Travailleurs et pour une zone de désarmement au Centre-Europe
- au niveau Parlementaire: position en faveur d'un organisme permanent ( au besoin consultatif )
- prévoir en septembre un document public "ADRESSE" du P.C. sur problème politique Internationale avec propositions à l'ensemble du mouve-



ment ouvrier et démocratique

- Chili - Bruxelles: tâcher de faire maintenir la conférence d'information par la délégation, retour du Chili
- Comité National Chili-: tâcher de l'étoffer par la constitution de larges comités régionaux constitués à l'instar du Comité d'Anvers avec des représentants des grandes organisations syndicales et politiques
- Internationalement: rechercher une concertation à l'échelle Europe capitaliste, avec P.C. Chilien pour essayer d'arriver à une certaine unification entre gauche Europe ( polit.synd. et Sociale)
- Communiqué B.P. : à prévoir pour mardi ou mercredi ( s/résultats en France... et sur l'ensemble du mouvement à gauche qui se dessine en Europe.
- Visite P.C. Bulgare sur invitation PSB: contacter PSB sur prolongation du séjour de la délégation bulgare



PROCES VERBAL DU BUREAU POLITIQUE DU 24 MAI 1974

PRESENTS: L. VAN GEYT- J. TURF- A. DE CONINCK- J. DEBROUWERE -  
F. VANDEN BRANDEN - G. GLINEUR - J. BLUME - C. RENARD -  
A. DUSSART - A. DANS - U. COUSSEMENT

EXCUSE: A. DUCHATEAU

PLUSIEURS DECISIONS D'ORDRE PRATIQUE:

- dresser le tableau des congés par le secrétariat
- établir les contacts:

avec PCF

PCUS

PC BULGARE : lors de la visite en Belgique; Le PSB est d'accord, sans communiqué

Ce dernier sera publié par après lors du voyage de Turf en Bulgarie.

PSU de RDA si possible avant fin juin

PROBLEMES POLITIQUES:

- élargissement de la majorité gouvernementale : vers les partis communautaires-Tentative avant les vacances par Tindemans
- régionalisation : repréciser la position du Parti en rappelant celles des autres composantes du mouvement démocratique ( MPW-Renovation wallonne-Interrégionale flamande FGTB etc...)
- Contact avec la presse : au début de la semaine
- inflation : finances gouvernementales bonnes  
amélioration de la conjoncture en 1974

Donc, bataille prix et fiscalité plus opportune que jamais  
Dépôt d'un projet de loi par le groupe communiste pour adaptation partielle mais rapide des barèmes fiscaux  
Dans ce cadre, la discussion indique :

- 1°- que le document d'A. Dans doit être rapidement mis en chiffres
- 2°- que le cumul des époux doit connaître un début de solution:  
par ex. abattements complémentaires
- 3°- que le blocage des loyers doit être étudié sérieusement avant de formuler une proposition
- 4° que le plafond pour les abonnements sociaux devrait être relevé (240.000 F. par ex.)
- 5°- que les services publics, par la menace de demande d'application de la "clause de sauvegarde " peuvent jouer un rôle important pour le développement de la lutte interprof.
- 6°- que des contacts entre métallos de Liège et de Charleroi pourraient déboucher rapidement sur une position commune en faveur du rassemblement des progressistes, sur la base d'un programme commun.



PROJETS MILITAIRES DU GOUVERNEMENT:

1 fils par famille, Chrétiens et FGFB sont opposés sur ce problème  
Le PCB cherchera à ne pas laisser isoler ce problème du contexte  
général de l'armée de métier

Décision: interpellation sur le plan Weber en partant des déclara-  
tions de Lejeune à Liège

A Anvers: meeting commun socialistes et communistes sur les élec-  
tions françaises

COMPTE RENDU DU GROUPE DE TRAVAIL DU MARDI 21 MAI

- un léger progrès semble enregistré sur le rôle que doit jouer  
le GPTC vers la gauche du mouvement chrétien
- résistance boraine sur le problème des "mandataires communistes "  
mais un pas est fait pour le respect de la ligne du Parti
- une nouvelle réunion du groupe de travail se tiendra après la  
réunion de l'interrégionale wallonne UDP du 15 juin
- représentation au Bureau de cet organisme : A. Duchateau et R.Noel  
si pas possible un 3ème camarade

PROPOSITION D'A.DANS : réunion des communistes wallons :

Accord de principe : après les vacances

Il faut ici là tâcher d'unir le Parti sur quelques principes fonda-  
mentaux :

- 1° le rapprochement avec les chrétiens: objectif important
- 2° pas de généralisation de l'UDP
- 3° à l'intérieur de l'UDP, les chrétiens, partie autonome dans  
l'alliance, occupent leur terrain propre
- 4° Là où il n'y a pas d'UDP : 1) création si les circonstances sont  
favorables et l'accord des composantes politiques obtenu  
2) contacts et rapprochement là où rien d'autre n'est possible



PROCES VERBAL DU B.P. DU 15/11/1974

PRESENTS: BLUME - COUSSEMENT - DEBROUWERE - DE CONINCK - DUSSART-  
DUCHATEAU - GLINEUR - RENARD - TURF - VANDEN BRANDEN -  
L. VAN GEYT

EXCUSES: DANS

PROCHAINS C.C.

- envisager de les tenir les 7 et 21 décembre ( tâcher à cet effet de déplacer des quelques jours la délégation d'études en RDA à diriger par J. TURF )

- ORDRE DU JOUR du 7/12 :

- \*\* - situation politique intérieur
- budget 1975
- revision du règlement d'ordre intérieur ( pour ce dernier point il faudra communiquer aux membres du CC les propositions d'adaptation du règlement, avant la réunion)

- ORDRE DU JOUR DU 21/12 :

- \*\* - notre politique étrangère
- élections statutaires des instances dirigeantes

-- REVISION DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR :

- \*\* Le secrétariat devra soumettre des propositions à la délibération du BP en tenant compte du 1er échange de vues portant sur :
  - mode d'élection des Conseils régionaux
    - les membres complémentaires des Conseils ( autres que membres du CC qui font partie de plein droit ) sont élus au cours de Conférences régionales composés de délégués élus par les congrès fédéraux
    - fixer si c'est un délégué par 50 ou par 100 membres
  - dates des Conférences régionales
    - cette fois-ci, pour 1975, les prévoir pour fin mars ( les Congrès fédéraux étant fixés entre mi-février et mi mars )
    - mais prévoir dans le règlement, l'élection C.R. au même rythme que celle du CC et dès lors l'envisager dans le mois qui suit l'élection du CC
- nombre de membres complémentaires au CR : établir un chiffre fixe à l'échelle d'une région mais non par fédération
- vice-présidences P. : débattre encore sur les deux hypothèses : deux ou trois vice-présidents

-



-POLITIQUE INTERIEURE

- Congrès doctrinal PSB - prévoir dans DR samedi une déclaration du Président L. Van Geyt s/ l'élément positif résultera de la réponse du Congrès à l'aspiration au dialogue entre toutes les forces progressistes.
- négociations gouvernement-syndicats : publier et communiqué ( à préparer par J. Turf et Dussart ) portant sur :

- les reculs partiels du Gouvernement ne mettent pas en cause sa politique fondamentale d'austérité au détriments des travailleurs
- il faut une pression de l'ensemble du mouvement ouvrier pour imposer une confrontation globale ( gouvernement -patronat-syndicat) devenu d'autant plus indispensable que la politique d'austérité aggrave le chômage et les licenciements
- la remise en cause du plan de crise ferait avancer l'idée de l'union des progressistes pour un tournant démocratique
- appréciation sur positions des syndicats : attendre le resultat des décisions des Bureaux syndicaux de la semaine prochaine

- POLITIQUE ETRANGERE

- les propositions d'un programme à moyen terme s/base analyse des perspectives de la conférence Pan-européenne des PC et Conf. Genève s/ sécurité et Coopération européenne) feront l'objet d'une note rédigée par J. Blume à discuter à huitaine au BP. les situer en fonction du mouvement ouvrier démocratique au sens large et de ses contacts avec les PC Europe occidentale
- examiner également - perspectives du mouvement pour la Paix dans la phase nouvelle de la politique d'alliances avec les grandes organisations politiques, sociales
- son orientation
- problèmes de fonctionnement
- définir notre position à l'égard des "comités d'action"
- faire élire la commission politique étrangère du CC ( composition voir propositions J.Blume)

- FUSIONS DE COMMUNES : à discuter à huitaine-

s'informer auprès du Ministre Michel si l'invitation faite par R Noel de discuter avec une délégation PC est la même que celle adressée au groupe parlementaire

-INVITATION A DEJEUNER PAR AMBASSADE DU ZAIRE ADRESSE A L.VG

à examiner en fonction non pas du régime existant au Zaïre, mais en fonction de la politique de coexistence pacifique. Dès lors désigner un membre du CC, S.Nudelhole, le directeur politique du DR



RAPPEL DE QUELQUES IDEES DEVANT SERVIR A ELABORER LE RAPPORT AU CC

I.- L'axe essentiel du rapport devrait être d'orienter le parti, ses alliés, l'ensemble des forces progressistes vers une action globale tendant à :

a) Formuler et exécuter un "programme belge " à moyen terme en matière de politique internationale. Ce programme aurait pour thème : " LA BELGIQUE ET LES PERSPECTIVES DE LA SECURITE et de la COOPERATION EN EUROPE".

b) Contribuer à gagner la bataille de la sécurité et de la coopération, notamment en donnant à l'assemblée de l'opinion publique prévue pour le printemps 1975 le rayonnement nécessaire. Pour le Parti, il s'impose de bien préparer la Conférence des Partis Communistes et Ouvriers de l'an prochain.

II.- Ce qui précède implique un sérieux effort pour rétablir l'échelle exacte des valeurs en ce qui concerne notre politique internationale prise en bloc et les aspects "mouvements de la paix" de cette politique et de notre action.

Les problèmes européens, politiques et syndicaux, sont les problèmes majeurs et cela doit être entendu. Ils doivent être affrontés par les organisations politiques et syndicales en tant que telles. La conception même de la structure et du rôle des unions, associations et mouvements pour la paix ou pour l'assistance aux peuples victimes de l'impérialisme ou du néo-colonialisme doit évoluer, en raison des possibilités nouvelles offertes par l'évolution du mouvement ouvrier et démocratique dans notre pays et en Europe.

III.- L'élaboration d'un "programme belge" à moyen terme doit se calculer et se poursuivre en tenant compte d'éléments d'ordre national et européen.

a) Eléments d'ordre national : la nécessité de tenir compte des possibilités et des limites du PSB et de la FGTB en matière de politique étrangère; la nécessité d'aller prendre des alliés au sein de la "majorité théorique " du gouvernement ( chrétiens démocrates etc...)



b) Elements d'ordre européen : la perspective très réelle d'une période de transition entre la politique des blocs et une politique de sécurité et de coopération, impliquant la disparition des blocs; les réflexions nouvelles engendrées par la crise du capitalisme et certains de ses aspects particuliers ( énergie notamment)

Toute frénésie anti-OTAN devrait être exclue.

Le mouvement ouvrier et démocratique de notre pays :

1) cherche une politique indépendante permettant à la Belgique de jouer son rôle et de défendre ses intérêts propres dans une Europe en pleine mutation, ce qui implique la revision ou l'abandon des formules otaniennes classiques.

2) Adhère à l'idée de "LEurope des travailleurs" et combat les tentatives de droite en vue de faire de l'Europe des 9 un "nouveau bloc". S'applique à promouvoir des relations correctes entre le Marché commun et le Comecom.

Cela implique :

-- la mise en question des dépenses militaires provoquées par l'appartenance à l'OTAN ( 30 milliards etc..); la rentrée des troupes dans les limites des frontières, le refus des missions militaires en Méditerranée etc... Autre conception de l'armée.

-- La revision complète de la politique de commerce extérieur de l'attitude envers le 1/3 monde

-- Des engagements précis en ce qui concerne la fin et les suites des travaux découlant de Helsinki ( Comité de coordination. Nouvelle conférence)

Seraient utiles :

-- L'exigence d'un exposé du Ministre des Affaires Etrangères sur l'attitude de la Belgique à Genève et à Vienne.



-- La formation d'un groupe de pression parlementaire et extra-parlementaire groupant toutes les forces déjà mobilisées autour du congrès de la Paix de Moscou et du Comité Internationale pour la sécurité et la coopération européennes.

-- Des propositions complétant notre programme minimum ( consortium de l'énergier) en direction des pays arabes et des pays de l'Est.

-- Des propositions liant la lutte contre l'inflation aux perspectives européennes.

IV.- La commission du CC, conjointement à l'examen de problèmes déjà invoqués au III, devrait approfondir certaines questions qui seront au centre de nos préoccupations , en vue de la conférence paneuropéenne des partis communistes et ouvriers.

1. Nous ne devons pas mettre une sourdine à la lutte spécifique pour le désarmement ( Vienne) et pour la disparition des blocs militaires. La perspective d'une période de "non-agression" entre l'OTAN et le Traité de Varsovie est peut-être satisfaisante du point de vue des Etats. Elle l'est moins du point de vue des partis et du mouvement ouvrier.

2. L'énergie, les rapports entre le Comecon et le Marché Commun, la coordination des luttes syndicales, les problèmes "monétaires" devront faire l'objet d'un travail d'étude, en vue de propositions concrètes.

3. Dans ce domaine ( conférence des partis) la préoccupation centrale sera d'associer dans l'action les partis qui sont au pouvoir et les autres.

V.- Pour rappel : les problèmes du mouvement communiste international ( Chine), de solidarité ( Portugal, Grèce, Chili, Vietnam), ont été soulevé vendredi dernier.



VI.- Il faudra poursuivre la discussion sur l'UBDP

VII.- Je rappelle les propositions pour la Commission du CC :  
Terfve, Debrouwere, Gillis, Nudelhole, Du Bosch, Moins, Maegels,  
Joye, Is.Blume, Guisse, A. De Smet, Van Keerberghen, Penne.

*Dy*

Fraternellement

J. BLUME



hoh f. CC

Energie

AVERTISSEMENT.

La présente note résulte du travail du groupe énergie qui s'est efforcé de dégager un certain nombre d'options de base pour une politique alternative de l'énergie à celle secrétée par les monopoles et le gouvernement.

L'essentiel du document a reçu l'accord de l'ensemble des membres de la commission.

Cependant les positions concernant l'arrêt du programme nucléaire dans le domaine des surrégénérateurs et le blocage de Tihange 3 et de Doel 4 n'ont pas été prises par tous les membres; il s'agit là de positions majoritaires dans la commission que celle-ci transmet au Comité central pour qu'il tranche lors du débat d'octobre

Utilisation  
rationnelle  
d'énergie  
U.R.E.

Charbon  
concessions

Les 7 roeurs  
3/4  
x x x

EL. 74 % prime UNey  
Inter-

EBES

Loi 1925

74: nucléaire secteur  
privé

Intercommunales  
mises

Debut énergétique

1 Energie publique  
2 autres

Pour voir  
l'ont diminué  
de 74 à 78



## INTRODUCTION

---

La question énergétique n'est pas à poser, au niveau des sociétés capitalistes avancées, en terme de pénurie, de restrictions à consentir dans les divers modes de satisfaction des besoins humains, mais en terme et de gestion des ressources naturelles et de choix des technologies recensées, donc de pouvoir.

Le secteur énergétique est l'un des plus monopolisé. Son développement est caractérisé par une évolution anarchique marquée par l'abandon brutal et prématuré des certaines ressources, par le refus d'orienter les recherches vers certains domaines, par la volonté de susciter une consommation incohérente, engendrant les gaspillages car dépourvue de tout souci de maximiser les rendements en retenant les techniques les plus efficaces.

Dans la phase actuelle, les monopoles sont soumis à la pression des pays producteurs de combustibles primaires, engagés dans un processus anti-néo-colonialiste. Le besoins de neutraliser cette pression comme de replacer les pays de l'OPEP en position de dépendance, amène les monopoles à développer de vastes programmes de recherches comme à accélérer le processus de création de capital, de manière à pouvoir contrôler de nouvelles formes d'énergie ( nucléaire, schistes et sables bitumeux, liquéfaction du charbon, solaire par photo-électricité) soit de façon à rentabiliser des gisements situés dans les zones Internationales ( off-shore) voire dans les zones polaires

Ce redéploiement des activités des monopoles énergétiques, en recherche comme en investissement, est réalisé financièrement par une majoration des taux de profit tirés des augmentations des tarifs pétroliers, gaziers, etc... Imposés à la population grâce à une campagne d'intoxication visant à faire avaliser l'idée de la pénurie prochaine d'énergie primaire.

Une telle pénurie est illusoire dans la mesure où, les réserves mondiales de charbon, de pétrole, de gaz, d'uranium, actuellement recensées peuvent satisfaire les besoins énergétiques présents en attendant la mise au point de la fusion nucléaire. Cependant, cette "soudure" devient précaire si, poursuivant la tendance des 20 dernières années, les monopoles continuent à organiser le gaspillage des énergies, à entretenir une croissance de 4% par an dans la consommation d'énergie primaire, donc à écarter toute perspective d'utilisation rationnelle de l'énergie. Le risque de pénurie ne



peut, dès lors, que venir non pas de l'attitude des pays producteurs, mais bien de la stratégie des multinationales qui trouvent, dans un niveau surélevé de consommation énergies, au demeurant payées très cher, un moyen de garantir des superprofits.

En conséquence, toute politique progressiste en matière d'énergie doit viser à enlever aux monopoles le pouvoir actuel, en organisant, par étapes la nationalisation démocratique du secteur.

Elle doit viser à créer les conditions indispensables au développement industriel comme à la satisfaction complète des besoins populaires tout en maximisant les rendements énergétiques, dont en comprimant les pertes, partant le taux de croissance des importations et, de plus, opter concrètement pour une diversification des ressources.

### PROPOSITIONS.

Ces orientations générales conduisent à formuler plusieurs propositions précises.

#### 1) Pour une croissance modérée

Il importe de refuser les perspectives avancées par le livre blanc, soit admettre que la consommation annuelle d'énergies primaires passe de 45Mtep en 1977 à 75 Mtep en 1990 avec un taux annuel de croissance de 3,53 à 4%. Par contre, il est préférable de retenir un taux de 2,4% ce qui conduit à une consommation de 54,4Mtep en 1990 moyennant le développement modéré d'un programme URE, soit d'envisager le même taux de croissance mais une consommation de 51,6Mtep en 1990 avec une vigoureuse politique d'utilisation rationnelle de l'énergie.

La première option proposée (54,4Mtep) entraîne la création de 23.000 à 50.000 emplois, l'inutilité des centrales projetées de Doel 4 et Tihange 3. La seconde option rend caduque la nécessité de construire Doel 3.

#### 2) Pour une stratégie antimonopoliste

L'objectivité étant la nationalisation complète du secteur énergétique, le rapport de force présent conduit à fixer des étapes dans ce processus. Celles proposées ci-après concernent la période 1980-1990.



A) Le secteur public de production de l'électricité est réduit actuellement à sa plus simple expression (2%) alors qu'une loi autorise l'Etat à organiser la production et la distribution de l'énergie électrique. Ce petit secteur public pur est menacé de passer sous secteur mixte, lequel est dominé dans les faits par le privé. Doit être revendiqué, d'une part le maintien de ce qui existe en tant que public, d'autre part, l'extension de celui-ci et en direction des nouvelles centrales et de celles qui existent soit dans le cadre de la mixité, soit du privé pur.

Cette priorité au secteur public de production doit s'élargir au secteur de la distribution que domine également le secteur privé.

Ceci concerne aussi bien le contrôle de la basse, de la moyenne et de la haute tension par le public. La gestion des Interconnexions de réseaux est actuellement assumée par un consortium purement privé: G.COLI.

Le transfert au secteur public de cette société s'impose ainsi que celui de la société Distrigaz. Le contrôle public des trusts ELECTROBEL et TRACTION ELECTRICITE s'impose.

Par ailleurs, la création d'un secteur public de la production et de distribution de l'électricité ne peut se faire sans garantir aux travailleurs des sociétés privées un statut futur aussi avantageux (à élaborer) que celui dont ils bénéficient actuellement.

L'aide publique pour les Industries privées dans le cadre de l'URE, sous forme de contrat-programme doit être liée au développement de l'emploi.

B) La fiabilité des centrales nucléaires existantes, gérées par les monopoles, est loin d'être une garantie. La nationalisation pure et simple constitue une condition indispensable pour améliorer la sécurité de la population; le contrôle public qui doit inclure celui de la région concernée, est d'autant plus justifié que recherches et infrastructures sont largement financées par la collectivité.

C) Toute nouvelle initiative en matière énergétique doit s'intégrer à l'activité d'un consortium public. Ceci concerne les recherches diverses à développer, l'installation et la gestion des réseaux de chauffage collectifs, les recherches et le développement de la gazéification du charbon, l'exploitation de l'énergie solaire, des bio-masses. Les entreprises privées bénéficiant de commandes trouvant leur origine dans le programme URE (isolation, canalisations, métalliques...) seront tenues contractuellement à des garanties concernant l'emploi et la localisation des sièges de production sur le territoire national.



5

D) Le contrôle des prix des produits énergétiques est à organiser notamment en assurant le pouvoir des consommateurs; la tarification destinée à la consommation domestique et à celle des PME doit être amoindrie.

E) Pour permettre le développement d'un secteur public de la gazéification de la houille, il importe de déposséder les sociétés charbonnières des terrains et des concessions qu'ils détiennent toujours.

F) Le stockage du pétrole doit être contrôlé intégralement par le secteur public. Des accords d'Etat à Etat doivent être la base de l'approvisionnement du pays en pétrole; cette tâche est du ressort d'un organisme public à créer et bénéficiant d'une situation de monopole quant à l'approvisionnement en matières énergétiques.

G) la gestion du secteur énergétique doit être démocratisée dans tous les aspects. Les régions doivent être dotées de pouvoirs suffisants pour que la politique menée au niveau national tienne réellement compte des spécificités énergétiques régionales.

#### CONSEQUENCES IMMEDIATES DE CES CHOIX.

Les options de croissance faible des besoins d'énergie primaire impliquent l'arrêt des programmes de Doel 4 et Tihange 3. L'impact sur l'emploi est plus que largement compensé par le développement d'un politique d'URE. De plus, la construction de centrales nucléaires étrangères proches du territoire national ( Meuse) doit être repoussée dans le cadre de négociations entre pays et régions concernées.

Le gouvernement estime qu'en fonction des perspectives actuelles de la demande énergétique, le recours aux surrégénérateurs ne se justifie pas.

Ce recours, qui se situe dans une orientation du "tout nucléaire" est également à rejeter pour ses implications en matière de sécurité et d'utilisation nucléaire. Il faut par conséquent arrêter la participation belge aux projets de constructions de surrégénérateurs, actuellement en cours à Kalkar en RFA et à Creys Malville en France.

Les chercheurs associés pour l'instant à ce programme seront réintégrés dans d'autres programmes énergétiques dont celui du stockage et du traitement des résidus des centrales classiques.

L'Institut Interuniversitaire des sciences nucléaires doit être transformé en un centre pluridisciplinaire prenant en charge non seulement les aspects nucléaires mais les divers aspects de l'option URE ainsi que celle des énergies dites renouvelables.



La perspective d'un programme URE, plus particulièrement le développement des réseaux de chauffage collectif, implique de rapprocher les infrastructures de production combinée de l'habitat, de l'intégrer dans le tissu urbain, donc d'évoluer vers des unités de production plus petites; en conséquence, des projets comme celui d'une grande centrale thermique de 6000 600MW en Capine ne peut être retenu .

L'orientation URE signifie également une modification considérable dans l'organisation des transports en commun, par la diversification des réseaux ferroviaires, le retour au rail plutôt qu'au bus, le développement des réseaux trams et métros dans les zones urbaines. Il faut noter que l'actuel plan de restructuration de la SNCB va exactement à l'encontre de l'évolution à souhaiter et même des intentions gouvernementales évoquées dans sa communication relative à la politique énergétique.

En matière de production pétrolière, il est à noter que l'essentiel du parc de raffinage belge ne valorise que faiblement le pétrole en se limitant à la production d'hydrocarbures et de pitch; certaines unités devraient être complétées en steam-cracking permettant la production des produits légers qui sont nécessaires à la chimie des plastiques.

Dans la perspective du débat parlementaire qui doit se dérouler en octobre sur le problème énergétique, il importe d'associer de la façon la plus étroite possible la population à la vaste discussion que suscitera notre parti et les organisations progressistes. L'organisation de comités de base menant un travail de sensibilisation, d'agitation sur les orientations fixées par le comité central est le moyen le plus sûr pour que le débat parlementaire se fasse à chaud. Il va de l'intérêt du parti de porter largement ce débat parmi les masses afin de contrer la campagne d'intoxication du patronat et du gouvernement, campagne qui vise à imposer des économies marginales mais culpabilisantes pour les travailleurs, à organiser le désarroi et susciter des attitudes fatalistes au sein de la population.

---



PROCES VERBAL DU BP DU 22/11/1974

PRESENTS : BLUME - COUSSEMENT - DANS - DEBROUWERE - DUCHATEAU -  
DUSSART - GLINEUR - RENARD- TURF - VANDEN BRANDEN -  
VAN GEYT et J. TERFVE

EXCUSE : DE CONINCK

SITUATION INTERIEURE ET MISE AU POINT DE LA CONFERENCE DE PRESSE DE CE JOUR:

- appréciation sur le congrès doctrinal du PSB :
- positive( position anti-capitaliste ) même si les appréciations peuvent différer selon les régions - éviter une vue statique/...
- dialogue avec les forces progressistes :
  - confirmer notre accord de participation
  - souligner difficultés qui subsistent :
    - manque de précision sur le chemin à suivre pour passer de la position doctrinale anti-capitaliste à des positions concrètes
    - poids spécifique **encore** trop limité du PCB - mais son importance réside dans ses positions les plus cohérentes
    - le dialogue " n'est pas la seule voie pour faire avancer le regroupement... importance des luttes concrètes
    - courants participationnistes - tenir compte de leur diversité... et dès lors éviter l'erreur de les enfermer tous dans des liens irréversibles avec la droite ( cf. différ. entre Claes et Simonet)
- Lutttes concrètes:
  - négociations Inter-professionnelles : importance des positions FGTB et CSC et fixation échéance du 2/12 par la FGTB mais souligner que les succès partiels seront très précaires s'ils ne débouchent pas sur une contestation globale
  - difficultés: cf; Congrès doctrihal Fabrimétal  
cf. position FEB et refus d'augmentation salaires à plus de 4%  
cf. nouvelles alarmantes sur détérioration de l'emploi ...y compris dans zones de pôles de croissance ( voir Bell General Motors )
- politique de l'énergie :
  - la constitution de l'agence internationale de l'Energie présidée par E.S. Davignon est une étape très concrète vers le regroupement sous le leadership USA
  - maintenir le programme de nationalisations tout en soutenant proposition pour initiative publique
  - à lier non seulement aux problèmes socio-politiques mais également aux préoccupation nationales
  - lutte contre multi-nationales ( polémiquer avec thèses de Levinson)



- FUSIONS DE COMMUNES

- Poursuivre la discussion à un prochain BP et communiquer à cet effet aux membres du BP, le projet de résolution ( Glineur -Coussement)
- prévoir au prochain CC, un échange de vues sur le problème... sans y suordonner une prise de position publique préalable...
- éléments essentiels de la discussion actuelle :

- déterminer la base du combat contre le plan Michel ( ce dernier vise à renforcer le pouvoir central et nonpas à conférer plus de force aux entités communales )

- reprendre la perspective tracée dans notre programme global de réformes des structures de l'Etat axé sur trois étages ( qui peut obtenir/d'une majorité ouvrière

/l'adhésion/

mais examiner concrètement par sous-région, comment s'orienter dans cette voie)

- par conséquent dans chaque sous-région, chercher à élaborer un plan des forces démocratiques à opposer à celui de Michel.

- PROCHAIN BP : prévoir deux séances : matin et après-midi.